Education comparée / nouvelle série, n°4, pp. 49-64

Écoles chiites et écoles catholiques au Liban : enseignement et affirmation identitaire dans une société plurale

Catherine Le Thomas [1]
IEP Paris,
France

RÉSUMÉ

Tandis que les écoles catholiques, qui représentent près d'un tiers des élèves de l'enseignement privé, semblent avoir atteint un point de saturation au Liban, les écoles de la communauté chiite se développent rapidement depuis une ou deux décennies. Moins expérimentées, en nombre encore limité, réparties entre réseaux concurrents, ces écoles accueillent aussi un public très homogène sur le plan confessionnel, reflet de leur implantation géographique et des valeurs religieuses, voire politiques, qu'elles véhiculent. Les écoles catholiques doivent néanmoins compter désormais avec ce nouvel acteur éducatif des régions à majorité chiite, qui a en partie acclimaté leur modèle.

ABSTRACT

The catholic schools in Lebanon provide with schooling for nearly one third of the Lebanese pupils but seem to have reached saturation point, whereas new schools have been rapidly developing in the Shiite community for one or two decades. Though less experimented, still limited in number and managed by competiting groups, these new schools have sometimes begun to emulate the catholic model in the shiite-dominated areas. Their audience remains limited to the shiite community, due to the religious and sometimes political values they instil, and because of their relative lack of prestige and experience ; they neverthless have a strong potential for development.

Au terme de l'article 10 de la constitution libanaise, chacune des 18 communautés confessionnelles au Liban a le droit d'ouvrir ses propres écoles. La plupart des communautés disposent en conséquence d'un ou plusieurs réseaux, plus ou moins liés à des

1 doctorante, science politique, IEP, Paris, France.

groupes religieux ou politiques, chargés de reproduire le groupe et de l'éduquer dans un contexte où le système public ne jouit que de peu de crédit. Au sein de la communauté druze, l'association al-'Irfân assume cette tâche depuis 1971 ; chez les sunnites, le réseau des écoles Maqâsed, depuis 1878, ou beaucoup plus récemment les écoles Machârî', al-Imân et Harîrî se chargent d'assurer l'éducation du groupe. Le modèle implicite au Liban reste néanmoins celui des écoles catholiques et de leur imposant réseau de près de 300 complexes scolaires[2], qui se distinguent par leur ancienneté, leur niveau et un certain élitisme. Les chiites quant à eux ont longtemps fréquenté les établissements d'autres communautés et surtout le système public, reflet de leur situation périphérique dans un système sociopolitique dont ils étaient le parent pauvre, jusque dans les années 1970.

Depuis deux ou trois décennies toutefois, des écoles liées à cette communauté, par les références affichées et les valeurs cultivées, s'imposent de plus en plus fréquemment au regard du visiteur lorsqu'il parcourt les régions à majorité chiite au Liban[3]. A ce jour, nous avons pu recenser environ 90 écoles générales et techniques associatives rattachées à la communauté, regroupant plus de 60 000 élèves, de la maternelle à la terminale. Clairement identifiables, la majorité des écoles du corpus dépendent de réseaux notoirement liés à un parti ou un leader religieux. Cinq mouvances principales se partagent ce champ émergeant des écoles dites « chiites » : les écoles al-Mahdî du Hezbollah (13500 élèves en 2005), ainsi que les écoles al-Mustafâ (8300 élèves) et al-Imdâd (3500 élèves), qui gravitent dans la mouvance du parti ; les écoles Amal al-Tarbawiyya (12000 élèves) qui suivent le parti Amal, et les écoles Mabarrât (16800 élèves) du leader religieux Mohammed Hussein Fadlallah[4]. Bien que ces écoles se disent rarement « chiites »[5], les portraits et symboles déployés dans ces

2 Entretien avec le père Marwân Tâbet, secrétaire général des écoles catholiques au Liban, novembre 2007.

3 C'est-à-dire le Liban-Sud, la Bekaa du Nord et la Banlieue Sud de Beyrouth (*dâhiyya*), principalement.

4 Ces chiffres ont été collectés lors d'une enquête de terrain menée auprès des différents groupes concernés en 2005-2006. L'association des Mabarrât a ouvert sa première école en 1978, celle des écoles al-Mustafâ en 1984, Amal al-Tarbawiyya en 1990, al-Imdâd en 1992, et al-Mahdî en 1993.

5 Ils préfèrent le terme « écoles islamiques », d'une part parce que les chiites se considèrent comme les dépositaires du véritable Islam, d'autre part parce que

établissements sont autant de signes identificateurs à cet égard, tout comme l'ambiance générale et les pratiques de socialisation religieuse et politique privilégiées ; la représentation que les autres se font d'une école joue aussi dans le processus d'étiquetage d'une école comme confessionnelle ou non, d'autant que l'on a généralement affaire à de grands complexes, très visibles, sur les plans architectural et social. D'autres associations confessionnelles d'envergure plus modeste existent à côté de ces grands groupes, tout comme un grand nombre d'écoles de particuliers à but lucratif, et à caractère confessionnel généralement –mais pas toujours– moins marqué. L'ensemble participe d'un phénomène global de cristallisation communautaire chiite (Beydoun, 2003), c'est-à-dire de politisation et de structuration institutionnelle de l'identité communautaire, amorcée de longue date[6], mais relancée par la guerre et les replis identitaires qu'elle a occasionnés, et en cours de redéfinition depuis le retrait syrien d'avril 2005.

Cette institutionnalisation de la communauté représente à bien des égards un rattrapage par rapport à d'autres groupes organisés plus précocement. Le dynamisme social et institutionnel de la communauté chiite aujourd'hui équivaut en fait à celui des maronites au milieu du XIXème siècle[7], époque à laquelle les écoles catholiques avaient connu un essor particulièrement vigoureux. Acteur principal de ce mouvement à l'heure actuelle, le Hezbollah exerce une influence directe ou indirecte sur des dizaines d'écoles dépendant d'associations diverses, ou de particuliers à qui il a en quelque sorte « sous-traité » son action éducative. On pourrait y voir un paradoxe, puisque le parti a toujours récusé le confessionnalisme du système libanais et l'approche communautaire qu'il entraîne. Néanmoins, la logique même du système pousse les partis à se poser en représentants des communautés dont ils émanent, et à endosser le statut d'interlocuteur du groupe communautaire vis-à-vis de l'État : groupe au bénéfice duquel ils sont poussés à travailler, tant les frontières communautaires correspondent aussi à celles des

l'affiliation religieuse est plus légitime que la référence communautaire, trop entachée de « sectarisme ».

6 On peut la faire remonter à 1926, lorsque la constitution mandataire assure une existence légale et juridique à la communauté chiite et instaure les tribunaux de rite jaafarite.

7 *Al-Safîr*, 12 octobre 2005.

mobilisations sociopolitiques et représentent le cadre pertinent de l'action au Liban. Le Hezbollah n'échappe pas à la tendance générale à cet égard.

A partir de l'observation de ces phénomènes, l'étude ici proposée repose sur un travail de terrain réalisé entre 2005 et 2007 dans les trois régions à forte majorité chiite du Liban. Partant de la constatation du développement des écoles chiites et de leur cohabitation avec les écoles catholiques plus anciennes dans ces régions, on essaiera de comprendre les rapports entre ces deux groupes : peut-on parler de rencontre entre deux (sous-)systèmes ou plutôt de transfert partiel de l'un à l'autre ? Comment chacun d'entre eux s'insère-t-il dans son environnement, entre la symbiose et l'adaptation ? Surtout, en quoi les nouveaux réseaux scolaires chiites sont-ils représentatifs des dynamiques sociales et communautaires actuelles au Liban, et du fonctionnement (ou du dysfonctionnement) d'un système dit « consociatif » (Lijphart, 1977) qui favorise l'institutionnalisation des différentes communautés ?

Au sein de l'ensemble des écoles catholiques, on a retenu la congrégation des Saints Cœurs[8], qui possède 42 écoles regroupant 30 000 élèves, et celle des Filles de la Charité[9], qui scolarise 12000 élèves dans une vingtaine de complexes scolaires[10]. Notons à titre de comparaison que les établissements al-Mahdî scolarisent 13500 élèves dans 14 complexes, et ceux d'Amal, 12000 élèves dans seulement 8 complexes : on est donc frappé par la grande taille des complexes scolaires chiites, en comparaison de ceux des sœurs ; plus récents, adaptés à un environnement périurbain, ces structures répondent en effet à des exigences économiques et démographiques nouvelles. A la différence des groupes chiites, les deux congrégations religieuses catholiques retenues, qui forment respectivement le premier et le troisième groupe des écoles catholiques en termes de nombre d'établissements gérés, ont ouvert des écoles dans la plupart des régions libanaises, dont les régions à majorité chiite : au Sud et dans la Bekaa pour les Saints Cœurs, en banlieue Sud de Beyrouth pour les Filles de la Charité. On y ajoutera la Congrégation des Missionnaires

8 Cette congrégation fut fondée par les Jésuites en 1853, à partir de deux groupes de jeunes libanaises laïques enseignantes.

9 La congrégation s'est implantée au Liban en 1852, à l'appel du consul de France.

10 Entretien, directrice du Bureau Pédagogique des Filles de la Charité, juin 2007.

Libanais, créée officiellement en 1865, d'ampleur beaucoup plus modeste, et qui gère notamment l'établissement Qadmûs à Tyr[11]. Ces trois groupes ont été retenus pour leur bonne implantation dans les régions qui nous importent ici, les seules où une comparaison entre écoles des confessions catholique et chiite puisse s'effectuer, étant donnée l'absence d'implantation des écoles de la communauté chiite en région chrétienne, hormis quelques rares exceptions[12].

Toutes les écoles ici citées suivent les programmes officiels libanais et préparent aux examens officiels du brevet ou du baccalauréat ; l'État exerce donc, par le truchement des examens, un contrôle de facto sur ces établissements. Néanmoins, l'imprécision de certains programmes et leur ancienneté - en histoire notamment- la possibilité pour chaque école d'enseigner sa propre conception de la religion pendant les heures consacrées à cette matière, le peu de contrôle exercé sur la pédagogie, sans compter l'importance des activités parascolaires : tout ces éléments laissent une grande marge de manœuvre à chaque réseau pour diffuser sa propre conception de l'enseignement et renforcer le sentiment d'appartenance au groupe communautaire ou infra-communautaire.

Prestige des écoles catholiques, ambitions des jeunes écoles chiites

Au début du XXème siècle, les écoles catholiques accueillaient plus des trois quarts des effectifs scolarisés au Liban et en 1939, encore environ la moitié (Abou Rjaily, 1981). Si ce taux a sensiblement baissé dans les décennies suivantes du fait de l'expansion de l'enseignement public, les écoles catholiques du Liban scolarisaient néanmoins toujours près de 30% des élèves à la fin des années 1990, contre 34% pour l'école publique et 36% pour les différentes écoles privées restantes (musulmanes, chrétiennes et laïques)[13]. Alors que le public des nouvelles écoles de la communauté chiite est quasi exclusivement

11 Cette congrégation ne gère que deux établissements, l'autre se trouvant à Jounieh au nord de Beyrouth.

12 Réseau al-Imdâd, dans le Kesrawân et à Batrûn.

13 Site internet http://www.opuslibani.org.lb/liban/Dos004.htm ; le bulletin statistique du CRDP donne la proportion de 38,5% d'élèves dans le public pour 2002-2003.

de confession chiite, 23% des élèves des écoles catholiques sont musulmans[14] : ces établissements possèdent donc une solide tradition d'ouverture pluricommunautaire. C'est que les écoles catholiques sont davantage perçues comme des écoles d'excellence que comme des écoles confessionnelles proprement dites, aux yeux de la plupart des Libanais, et qu'elles attirent avant tout par leur niveau. Les leaders politiques et culturels du pays sortent, pour la majorité d'entre eux, des écoles des sœurs, même si ce monopole de la formation des élites se voit aujourd'hui remis en question. Leur spécialisation en langue française, tout particulièrement, doit composer à l'heure actuelle avec une demande très forte pour l'anglais, langue de la mondialisation et des affaires. Dans la plupart des écoles chiites ici considérées d'ailleurs, l'anglais prédomine nettement ; proportion généralement inversée dans les écoles catholiques, où cependant une place croissante est désormais accordée à la langue de Shakespeare.

Alors que le champ des écoles chiites se caractérise par une absence quasi-totale de coordination entre les différents réseaux qui le composent, le champ des écoles catholiques se distingue par sa forte structuration : les différentes congrégations sont en effet regroupées sous la houlette d'un Secrétariat Général, fondé au début des années 1950 et membre de l'Office International de l'Enseignement Catholique (OIEC). Voulu ou non, l'éclatement des écoles de la communauté chiite rend a contrario leur présence peu lisible au sein du paysage éducatif libanais, et remet en cause l'existence même d'un groupe actif répondant à ce label. Si on peut sans doute y voir un effet de la jeunesse de ces réseaux, il convient aussi d'y lire un reflet de la dispersion de la communauté politico-religieuse elle-même, fragmentée entre des allégeances diverses : sur le plan religieux, Mohammed Hussein Fadlallah, l'une des principales figures de la scène chiite libanaise, et qui gère les écoles Mabarrât, s'est ainsi posé en marja' (référence religieuse) d'une partie de la communauté en 1995, face au marja' iranien Khamenei que suivent la majorité des partisans du Hezbollah. Les tenants du mouvement Amal, quant à eux, préfèrent se placer dans la lignée de l'Irakien Sistani. Si ces divisions n'ont rien d'étanche ni de systématique (certains militants du Hezbollah suivent Fadlallah), elles dessinent néanmoins diverses

14 Entretien, secrétariat des écoles catholiques au Liban, novembre 2007.

configurations politico-religieuses, mais aussi financières, qui favorisent l'autonomie de chaque mouvance. L'inscription de certains réseaux d'écoles directement dans le sillage de partis politiques, et les différents modes d'articulation à l'État qui s'ensuivent, ne favorisent pas non plus l'émergence d'un consensus, même si les liens informels et les relations humaines sont fréquentes.

Les écoles catholiques paraissent avoir atteint aujourd'hui un point de saturation, leur nombre ayant même tendance à diminuer légèrement[15]. Obéré par des difficultés financières que ne semblent pas connaître les plus grandes écoles des réseaux chiites qui disposent de sources de financement plus variées, le devenir des écoles catholiques s'avère relativement problématique[16], même si leur réputation et leur expérience leur assurent encore une nette prédominance. A contrario, les établissements de la communauté chiite jouissent de la perception d'une partie des « impôts religieux » (huqûq char'iyya) versés par les fidèles à leur marja', et dont une fraction revient aux institutions caritatives et sociales agréées par ce dernier. Ces réseaux scolaires bénéficient aussi souvent de dons libres des fidèles, d'un montant parfois considérable[17]. Certaines de ces écoles jouissent des profits d'un waqf (bien de mainmorte) de la communauté. Surtout, le fait que nombre d'écoles dépendent de partis les connecte à un système de flux financiers de type politique, dont l'envergure dépasse souvent le cadre local ou même national : elle atteint la diaspora libanaise en Afrique et l'aire géopolitique syro-iranienne pour le Hezbollah. Ce dernier, duquel dépendent diverses associations sociales, gère enfin indirectement tout un réseau d'entreprises et de commerces, dont les profits peuvent aller à ses structures sociales le cas échéant ; l'association des Mabarrât procède de même. Ces groupes annoncent néanmoins que leurs écoles respectives ont désormais atteint une quasi-autosuffisance et vivent en grande partie des frais de scolarité payés par les élèves, hormis les

15 Le 24 juillet 2000, le quotidien *al-Safîr* mentionnait la fermeture de 10 écoles catholiques.

16 Voir la presse à ce sujet, par exemple *al-Nahâr*, 22 juillet 2000. Information confirmée par une responsable des Saints Cœurs, qui s'inquiète des difficultés croissantes des familles à payer les frais de scolarité (entretien, Beyrouth, mai 2007).

17 L'école al-Kawthar (banlieue Sud de Beyrouth) du groupe Mabarrât a ainsi été financée par un chiite koweitien, l'école de Jueiyya (Liban-Sud) du même réseau par un autre riche ressortissant du Golfe.

fils de martyrs pour lesquels les structures du Hezbollah paient les coûts de scolarité, et les orphelins pris en charge par les Mabarrât gratuitement. S'il est difficile de vérifier de telles assertions, il semble avéré que les écoles chiites connaissent plutôt une crise de croissance qu'une crise financière. Il faut prendre en compte aussi, dans l'observation de ces phénomènes, le fait que les écoles catholiques réclament des frais de scolarité généralement élevés, que nombre de parents ont du mal à honorer dans le contexte actuel : d'où un certain repli sur l'école publique ou d'autres écoles privées moins chères. Les écoles islamiques, souvent moins onéreuses (hormis le réseau al-Mustafâ), peuvent s'efforcer d'attirer une clientèle de petite classe moyenne, voire de capter une partie de la clientèle chiite des écoles catholiques, pour laquelle elles représentent un second choix.

Écoles islamiques et modernité : les écoles des Mabarrât et leurs modèles

L'envergure humaine et financière d'une association comme celle des Mabarrât a de quoi impressionner : elle aurait ainsi dépensé en 2003, uniquement pour les orphelins et les handicapés, près de 7 millions de dollars[18] ; le nombre d'employés des Mabarrât dépasserait de son côté les 2500[19] : envergure institutionnelle devenue comparable, donc, à celle d'une congrégation comme les Saints Cœurs et ses 2650 employés[20]. Association caritative[21] (khairiyya), les Mabarrât se présentent comme une « association éthique, au service de toute la société », orphelins bien sûr, mais aussi enfants issus de toutes les classes sociales. Dans ce domaine, elles ont d'ailleurs atteint la taille d'un véritable « empire », et gèrent en particulier l'une des écoles les plus modernes du Liban, al-Kawthar, en banlieue Sud de Beyrouth, qui accueille près de 3000 élèves[22].

Si dans les écoles des sœurs, on met traditionnellement l'accent sur l'excellence et la discipline, dans le cas des écoles islamiques les plus favorisées comme al Kawthar, ce sont les valeurs religieuses et

18 *Al-Kifah al-'Arabî*, 8 novembre 2004.
19 Entretien, responsable de la communication aux Mabarrât, octobre 2005.
20 Entretien, directrice du bureau pédagogique des Saints Cœurs, mai 2007.
21 Ce statut exonère notamment de certains impôts.
22 Entretien, directrice de l'école al-Kawthar, décembre 2005.

l'utilisation des technologies et méthodes de pointe qui seront mises en exergue. Dans le domaine de l'enseignement spécialisé, les Mabarrât se distinguent ainsi par l'existence de la fondation al-Hâdi à Beyrouth, pour enfants handicapés. L'association travaille actuellement à la question de l'intégration de ces enfants dans les classes des écoles classiques, grâce à des aménagements spécifiques. Méthodes et techniques nouvelles pour les enfants à besoins spéciaux, dont les Mabarrât se font les précurseurs au Liban, loin devant les écoles catholiques en ce domaine. Le groupe éducatif est également le premier au Liban à avoir obtenu une norme de type ISO, pour l'école al-Kawthar, et le fait savoir par une active politique de communication. Les Mabarrât semblent donc avoir assimilé une certaine conception de l'éducation prônée par les instances internationales spécialisées, et des techniques de management spécifiques ; elles tentent de s'insérer dans la « société de connaissance[23] », même si les prémisses de cette connaissance sont ici religieuses.

Mondialisation, productivité, performance et piété semblent aux Mabarrât aller tout naturellement de pair, en une sorte d'« éthique chiite de la modernité » ; bien plus que dans les écoles catholiques, cette modernité est portée en étendard, sur un mode relativement offensif et en conformité avec une approche qui se veut elle-même progressiste de la religion (Deeb, 2006). On retrouve la même insistance, au moins dans le discours, sur la modernité et ses techniques dans les autres réseaux islamiques chiites, sans préjuger de leur niveau, au demeurant fort variable. Puisqu'elles n'ont pas d'expérience sur laquelle s'appuyer, ces écoles ont choisi, avec plus ou moins de succès selon le groupe dont elles dépendent, de jouer la carte d'une certaine modernité dans l'approche pédagogique, Cette stratégie s'accompagne souvent d'une excellente politique de communication – visuelle, radiophonique, télévisuelle, ou encore sur internet.

Cette adoption résolue des techniques avancées et souvent d'origine occidentale se conjugue avec un refus de l'assimilation de certaines valeurs associées en Europe ou aux Etats-Unis avec la modernité : sécularisation, individualisme, mœurs plus libérales....Aussi la

23 Rapport du PNUD sur le développement humain dans le monde arabe, 2003.

« nahda (renaissance) éducative » que l'on peut observer chez les chiites à l'heure actuelle correspond-elle, pour reprendre un débat relatif à la Nahda à la fin du XIXème siècle, à une « islamisation de la modernité », tout autant qu'à une modernisation de l'islam : un peu comme à cette époque, l'idée sous-jacente est d'emprunter aux autres, qu'il s'agisse d'occidentaux ou des réseaux catholiques au Liban, les modèles que l'on juge efficaces, sans renoncer à une certaine piété et des règles de type islamiques (elles-mêmes évolutives). Sans doute alors est-il préférable alors de parler de transfert de compétences et de techniques, transfert de cultures pédagogiques aussi, plus que transfert de sens ou de valeurs. Ces transferts peuvent se faire par emprunt à l'échelle internationale, mais aussi par le biais des écoles catholiques, qui ont fourni et fournissent toujours un modèle aux écoles islamiques en de nombreux domaines, de l'organisation pédagogique aux activités parascolaires. Le bureau pédagogique par exemple, en tant qu'outil de planification et de coordination, « invention » des Saints Cœurs, a été repris par la suite par divers groupes, dont les écoles islamiques[24]. Caractéristique des écoles catholiques, l'alliance entre ambiance générale religieuse et enseignement profane a également intéressé les chiites. Depuis longtemps, la vision catholique de l'éducation passe par la célébration des grandes dates du calendrier religieux : Noël, Carême, Pâques, mois de Marie…qui sont autant de temps forts susceptibles de revivifier la communauté. L'organisation d'activités et de structures parascolaires (scouts, tout particulièrement) joue un rôle analogue. Les sunnites déjà avaient repris et adapté ce modèle au sein des écoles Maqâsed. On retrouve aujourd'hui cette même démarche dans les écoles chiites où des jours spécifiques comme Achûra, yawm al-Ghadîr, l'anniversaire de la naissance des imâms…donnent lieu à divers types de célébrations. Des groupes de scouts chiites ont parallèlement été créés, avatar islamique du modèle mis en place par Baden-Powell. Les enseignants et cadres des écoles islamiques se sont fait les vecteurs de l'inversion du modèle catholique, au sein duquel ils ont souvent été eux-mêmes scolarisés. Aussi peut-on, dans une certaine mesure, parler d'une structure en miroir entre les écoles catholiques et leurs émules chiites : iconographie religieuse, fêtes du

24 Entretien, directrice du bureau pédagogique des Saints Cœurs, mai 2007.

calendrier religieux, scouts communautaires : autant d'éléments qui semblent se répondre entre les deux groupes. Les écoles islamiques chiites, à partir de cette trame commune, cherchent désormais à cultiver leur singularité en situant leurs initiatives dans un cadre plus global.

L'enseignement religieux, un analyseur

Dans les écoles de la congrégation des Saints Cœurs, l'enseignement religieux est dispensé à raison de deux heures de catéchèse par semaine, et complété par une messe hebdomadaire. Le manuel de catéchèse utilisé consiste en une série de livrets, silsilat yasû' tariqûnâ (série : Jésus est notre chemin) publiés par l'association elle-même. Les écoles des Filles de la Charité disposent elles aussi de leurs propres manuels, de la maternelle à la 6e ; elles utilisent ensuite le livre des Saints-Cœurs, ou encore ceux que publient certaines universités catholiques du pays. Dans la plupart des écoles islamiques, le manuel de religion couramment utilisé est al-Islâm risâlatunâ, (l'Islam est notre message) publié par l'Association pour l'Enseignement Religieux Islamique, AERI, association fondée en 1974 par un groupe d'oulémas, qui s'est rapprochée du Hezbollah dans les années 1980 et gère également les écoles al-Mustafâ[25]. Beaucoup plus orienté vers le texte que le manuel des Saints Cœurs abondamment illustré, il s'attache aux notions-clés et aux grandes étapes de la religion chiite, alors que les manuels catholiques privilégient une réflexion plus inductive, à partir de la société actuelle. Dans la plupart des écoles catholiques des régions chiites, l'enseignement religieux a par ailleurs été aménagé en fonction du profil des élèves, de manière pragmatique : dans les établissements de la Sainte Famille, la catéchèse figure dans l'emploi du temps commun, sauf en cas de large majorité musulmane dans l'école, auquel cas le catéchisme a lieu deux fois par semaine avant les cours, pour les quelques chrétiens présents[26]. Aux Saints Cœurs, on a choisi de proposer un enseignement religieux obligatoire pour les chrétiens et facultatif pour les musulmans ; l'école de Baalbek va jusqu'à proposer un

25 Les cheikhs qui enseignent la religion sont également formés par l'AERI.
26 Entretien, bureau pédagogique des Filles de la Charité, juin 2007.

enseignement religieux islamique adapté à l'identité religieuse de la grande majorité des élèves, en parallèle de la catéchèse. Un enseignant formé par l'AERI l'assure, qui utilise le manuel a-Islâm risâlatunâ. Il semble que cette exception soit due à des pressions du Hezbollah en ce sens dans les années 1980, et à un rapport de forces propre à cette ville.

Dans les écoles islamiques, si l'enseignement religieux n'est dispensé qu'à raison d'une à trois heures par semaine, volume horaire comparable à celui de la catéchèse dans les écoles catholiques, l'accent est mis sur l'ambiance religieuse de l'école, ainsi que sur le renforcement des valeurs islamiques au sein du corps professoral, de manière sans doute plus nette que chez les sœurs[27]. Au sein de l'association des Mabarrât, l'école est perçue comme un microcosme de la société, avant l'action dans la société grandeur nature : l'activité éducative est bien conforme en cela à la stratégie générale « quiétiste » du sayyed Fadlallah, qui promeut un type d'action par le bas, susceptible de transformer et d'islamiser à terme la société. Dans les écoles de la mouvance Hezbollah, cette islamisation de l'ambiance va de pair avec un soutien explicite à la cause du parti et à la résistance, dont la culture et les martyrs sont valorisés. La création d'une société islamique acquise à la culture de la résistance est alors posée comme objectif, de manière explicite et « englobante », selon un modèle plus prégnant que celui que véhiculent la plupart des écoles catholiques à l'heure actuelle.

Dans ces différents réseaux chiites, la question d'un enseignement religieux pluricommunautaire ne se pose pas, le nombre de chrétiens étant quasi nul. Patente, la congruence entre le public et l'univers de sens proposé ne rend nécessaire aucun processus d'ajustement à cet égard. Force des écoles chiites, cette homogénéité limite néanmoins, à terme, leur rayonnement à l'échelle nationale.

Du côté des élèves et même des enseignants chiites toutefois, un certain nomadisme entre écoles catholiques et écoles islamiques n'est pas rare, au gré des déménagements de la famille et de ses moyens financiers. Un fort pragmatisme domine en matière de choix de l'école, et le niveau prévaut généralement sur l'importance accordée à l'ambiance religieuse. Pour certains parents, l'éducation à l'islam

27 Entretien, siège des Mabarrât, juillet 2004.

relève d'ailleurs beaucoup plus de la socialisation familiale que de l'école. Pour d'autres néanmoins, valeurs islamiques (associées à l'éducation), et connaissances scolaires (assimilées à l'enseignement) sont indissociables et se renforcent mutuellement, et c'est précisément leur alliance – dont les chiites avaient été privés quand ils fréquentaient des instances de socialisation « exogènes » – qui ferait la force de ces nouveaux réseaux d'écoles.

Deux cas d'étude : région de Tyr et banlieue Sud de Beyrouth

Le cas de la région de Tyr est spécifique en ce qu'il offre l'un des rares exemples de net dépassement d'une école catholique par une école islamique. Désormais la bourgeoisie aisée locale envoie ses enfants en priorité dans deux établissements : une école liée à la mission laïque française, et l'école islamique al-Mustafâ de Hûch[28], ouverte depuis 1986 et qui accueille aujourd'hui 1250 élèves, de la maternelle à la terminale[29]. L'école Qadmûs, elle, qui a ouvert en 1960 sous l'égide des Frères missionnaires libanais[30], ne scolarise plus que 644 élèves en 2006, contre 2300 au milieu des années 1990, et 5000 élèves avant l'invasion israélienne de 1982[31]. Si les élèves de Qadmûs viennent de milieux moyens ou aisés, et poursuivent généralement leurs études dans des universités prestigieuses de Beyrouth, ceux de Mustafâ viendraient de milieux plus aisés encore, et à cet égard le réseau se singularise dans le paysage des écoles chiites[32]. A Mustafâ, les frais de scolarité s'élèvent en effet à près de 1700 $ par élève et par an au niveau complémentaire, soit un montant légèrement supérieur aux frais demandés à Qadmûs. Un rapport, commandé par la direction de Qadmûs pour tenter de comprendre et pallier l'hémorragie d'élèves, préconise dans ses conclusions une baisse des

28 Entretien, Centre Culturel Français de Tyr, novembre 2005, et entretien, directeur de l'école Qadmûs, Tyr, décembre 2006.

29 Entretien, directeur de l'école al Mustafâ, Tyr, novembre 2005.

30 Le bâtiment de l'école fut donné en tant que *waqf* par un particulier à la congrégation.

31 Entretien, direction de l'école Qadmûs, novembre 2006, et *Dalîl al-Madâris fî Lubnân, 2003-2004*, CRDP, Beyrouth.

32 Entretien école Qadmûs, décembre 2006. Propos confirmés par le comptable de l'école al-Mustafâ de Tyr.

coûts pour les familles et la recherche de fonds d'aide en compensation. Il souligne l'importance des langues, ainsi que la nécessité d'avoir recours à un spécialiste des relations publiques pour améliorer l'image et la connaissance de l'école à l'extérieur. D'implantation ancienne dans la région de Tyr, les écoles catholiques doivent donc composer avec les évolutions en cours et la concurrence, et s'efforcent de maintenir leur statut menacé.

Dans la banlieue Sud de Beyrouth, l'enseignement catholique a presque disparu avec les bouleversements sociodémographiques liés à la guerre, hormis une notable exception : l'école de la Charité de Mraijeh, détruite pendant la guerre civile, rouverte en 2001, dans ce qui est devenu aujourd'hui une « terre de mission scolaire » pour la congrégation des Filles de la Charité. L'écrasante majorité de la population de l'école est désormais chiite, reflet de la nouvelle composition démographique de cette région dominée politiquement par le Hezbollah. Si placer son enfant à l'école de la Charité signifie parfois se démarquer de l'ambiance de piété chiite sur le modèle Hezbollah qui règne dans la banlieue Sud, c'est encore parce que le parti l'accepte : la banlieue sud de Beyrouth est en effet perçue comme fief du Hezbollah, non comme territoire neutre au sein de l'État libanais. La sœur directrice elle-même apprécie grandement la protection dont elle bénéficie de la part du parti pour son établissement : rondes autour de l'école, proposition d'aide en cas de problème, etc. Elle a dû en contrepartie composer avec l'interdiction du port du voile dans l'école, qu'elle tente pourtant de maintenir. Tributaire du contexte politique et des relations interconfessionnelles, cette politique de bon voisinage n'a rien d'exceptionnel dans le paysage libanais, malgré son aspect de précarité potentielle ; qui plus est, des militants du Hezbollah eux-mêmes, attirés par le niveau, peuvent faire le choix de l'école des sœurs pour leurs enfants.

Au-delà de cet exemple singulier, dans la banlieue sud de Beyrouth, ce sont surtout les écoles islamiques qui ont fleuri ces dernières années, que ce soit sous formes d'écoles de particuliers ou de grands complexes scolaires dépendant d'un parti ou d'un leader religieux. Dans la municipalité de Burj al-Barajnah, l'une des quatre qui composent la dâhiyya, on ne trouve aucune école catholique associative, mais pas moins de 50 écoles privées pour 300 000

habitants[33], à côté des 16 écoles publiques. Les grands complexes scolaires islamiques al-Kawthar (Mabarrât), Hasan Qasîr (Amal al-Tarbawiyya) et Châhid (al-Mahdî) sont tous situés sur le territoire de Burj al-Barajnah, tout comme un grand nombre de petites associations ou d'établissements privés individuels. Ces derniers se sont développés dans un contexte de pénurie d'écoles dans cette région, au contraire de la situation qui prévalait dans certaines zones chrétiennes de la montagne, où la présence importante d'écoles de sœurs dès le XIXe siècle a eu un effet d'éviction sur les petites écoles privées. Souvent d'un niveau médiocre, parfois subventionnées par l'État, la plupart sont à but lucratif ; certaines adoptent une identité confessionnelle chiite bien nette, renforçant de la sorte l'impression de « chiitisation » du sous-système éducatif des régions chiites.

Autrefois marqué par la prédominance des écoles publiques et de quelques écoles chrétiennes, le paysage scolaire en région chiite s'est donc bien étoffé ; étant donné la demande et les besoins encore existants en l'absence d'un enseignement public de qualité, on peut prévoir que ce développement d'un nouveau système éducatif au sein de la communauté chiite se poursuivra dans les années à venir. Pour l'instant, l'ouverture aux différentes communautés manque aux écoles islamiques pour élargir réellement leur rayon d'action. L'adhésion à des principes religieux et/ou politiques stricts ne favorise pas une évolution en ce sens pour les plus grands réseaux du groupe, et est plutôt de nature à renforcer le compartimentage de la société libanaise, déjà relativement poussé. Comme souvent au Liban, une observation fine, en fonction de la configuration locale, est nécessaire avant de tirer des conclusions qui pourraient s'avérer hâtives. Quoi qu'il en soit, la communauté chiite est en passe de devenir un acteur de poids dans le champ éducatif, avec lequel les politiques publiques et privées d'éducation doivent compter.

33 Informations fournies par la municipalité de Burj al-Barajnah, décembre 2006.

Références bibliographiques

AL-AMINE, A., (1994). *Al-Ta'lîm fî Lubnân, Zawâya wa Machâhid*, [L'enseignement au Liban : scènes et angles de vue]. Beyrouth : Dar al-Jedîd.

AL-AMINE, A., & WEHBE, N. (1980). *Système d'enseignement et division sociale au Liban*. Paris : Le Sycomore.

BASHSHUR, M. (éd) (1999). *Al Dawla wa al-Ta'îim fî Lubnân* [l'État et l'enseignement au Liban]. Beyrouth : Comité libanais pour les sciences de l'éducation.

BEYDOUN, A. (2003). A Note on Confessionalism, in HANF, Th., & SALAM, N. (dir.), *Lebanon in Limbo, Baden-Baden, Nomos Verlagsgesellschaft*, p. 75-86.

Dalîl al-Madâris fi Lubnân, 2003-2004,[Guide des écoles au Liban, 2003-2004], 2004, Beyrouth, CRDP.

DEEB, L. (2006). *An enchanted Modern ; Gender and Public Piety in Shi'i Lebanon*. Princeton, Université.

HANF, Th. (1984). The Political Function of the Educational System in Culturally Segmented States, *Zeitschrift für erziehungs-und sozialwissenschaftliche Forschung*, p. 281-299.

LE THOMAS, C. (2007). La situation des chiites dans le système d'enseignement libanais : un cas de cristallisation communautaire ». *Altermed*. Paris, no 1.

LIJPHART, A. (1977). *Democracy in Plural Societies, a Comparative Exploration*. Yale.

SALAM, N. (éd) (2004). *Khayarât li Lubnân* [options pour le Liban]. Beyrouth : Dar al-Nahâr.

WALLS, H. D., (éd) (1990). *L'éducation comparée : questions et tendances contemporaines*. Paris : Unesco.